



**Mercredi 19 Janvier 2022**



## [Refus de l'Algérie de l'endettement extérieur : Tebboune évoque les raisons](#)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est revenu sur le refus de l'Algérie à l'emprunt de capitaux à partir de l'étranger, pour financer la relance économique, lors d'une réunion au siège du ministère de la Défense nationale.



## [Grève des impôts largement suivie au 1er jour](#)

A l'appel du SAFI (Syndicat autonome des fonctionnaires des impôts), les agents des impôts ont répondu massivement présents ! Des agences et des centres paralysés par une grève annoncée pour trois jours (18, 19 et 20 janvier 2022).



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## [Production agricole : une valeur de plus de 3491 milliards de DA en 2021](#)

La valeur de la production agricole en Algérie s'est élevée à plus de 3491 milliards de DA en 2021, soit près de 25,6 milliards de dollars, a fait savoir mardi à Alger le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni.

## FINANCES

### **Les fonctionnaires des impôts débrayent de nouveau**

Les fonctionnaires des impôts reprennent la protestation, après un premier débrayage observé début janvier. Ces fonctionnaires, rattachés au ministère des Finances, observent, à partir d'hier, une grève nationale de trois jours, à l'appel du Syndicat autonome des fonctionnaires des impôts (SAFI). Ce mouvement de protestation intervient en réaction à la «non-satisfaction» de ses revendications par le ministère de tutelle et la direction générale des impôts. Au premier jour du débrayage des travailleurs des impôts, le SAFI a annoncé un taux de suivi de 80% au niveau national.

## DEMANDE EN HAUSSE ET GÉOPOLITIQUE IMPACTENT LE PÉTROLE

### **Le Brent au plus haut depuis 2014**

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a réitéré hier ses prévisions de croissance robuste de la demande mondiale de pétrole en 2022, malgré la variante du coronavirus Omicron.

## EXPORTATIONS VERS LA LIBYE

### **Les postes frontaliers Debdeb et In Guezzam fin prêts**

Dans un premier temps, il s'agit d'augmenter la cadence de ces opérations par voie terrestre vers les différents pays africains limitrophes par le biais des différentes bases logistiques de Logitrans. L'Algérie est prête au lancement des opérations d'exportation vers la Libye à travers les postes frontaliers «Debdeb» et «In Guezzam», et ce, via la mise en place de certains équipement, notamment les scanners. C'est ce qu'a indiqué lundi dernier le Directeur général des douanes algériennes (DGD), Noureddine Khaldi.

## LE GOUVERNEMENT FACE AUX PRÉOCCUPATIONS DES BOULANGERS

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a affirmé la volonté des pouvoirs publics de prendre en charge toutes les préoccupations des boulangers, soulignant le rôle du dialogue continu avec tous les partenaires, en vue de satisfaire progressivement toutes les revendications exprimées.

## LE PRÉSIDENT TEBBOUNE LORS D'UNE RÉUNION HIER AU SIÈGE DU MDN

**«La liberté d'expression n'a aucune relation avec l'invective»**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé hier, lors d'une réunion qu'il a présidée au siège du ministère de la Défense nationale, que «le commentaire politique et la liberté d'expression sont garantis, mais dans le cadre du respect». Dans un discours retransmis par visioconférence à l'ensemble des commandements des forces armées des Régions militaires, des grandes unités et des Ecoles supérieures, le chef de l'Etat a précisé que «la liberté d'expression n'a aucune relation avec l'invective et les tentatives visant à faire plier l'Etat» par des moyens détournés.



## LE PRÉSIDENT TEBBOUNE DEVANT LES CADRES DE L'ARMÉE “Aucune démocratie n'est envisageable dans un État faible”

Le chef de l'État a rappelé qu'après avoir “parachevé l'édifice institutionnel”, l'État se consacrera, durant l'année en cours, à “des réformes économiques”. Dans un discours prononcé hier devant les cadres de l'armée, au siège du ministère de la Défense nationale, le chef de l'État Abdelmadjid Tebboune a réitéré son soutien à l'institution militaire. Dans son intervention, également transmise par visioconférence, le président Tebboune a dit saluer “hautement l'engagement national et le professionnalisme accru dont fait preuve notre armée, notamment lors des exercices qui démontrent le niveau atteint”.



## **LE SAFI A ENTAMÉ UNE GRÈVE DE TROIS JOURS**

Les travailleurs des impôts en grève Les revendications des protestataires s'articulent autour de plusieurs points, notamment l'amélioration des conditions de travail, le régime indemnitaire, le statut particulier, l'augmentation des salaires et la protection des employés contre les pressions externes. Comme ils l'avaient annoncé le 6 janvier dernier, les personnels des impôts sont entrés en grève nationale hier, pour une durée de trois jours. Selon le secrétaire général du Syndicat autonome des fonctionnaires des impôts (Safi), Abdelhamid Bouallag, ce débrayage est la réaction logique de travailleurs désillusionnés par ce qui ressemble fort à un "recul" de l'administration quant aux promesses faites il y a un peu plus d'une année.



### **Un débrayage différemment suivi dans le pays**

À Sidi Bel-Abbès, le débrayage des agents des impôts a été suivi à 70% au niveau des structures de la wilaya, dont 80% au centre des impôts du chef-lieu, a-t-on appris hier auprès de M. El-Bahi, responsable local du Syndicat autonome des fonctionnaires des impôts (Safi). Allant dans le détail, notre interlocuteur avance un taux de suivi de 90% au centre de proximité et 25% à l'hôtel des finances de Sidi Bel-Abbès. En ce premier jour de grève à Aïn Témouchent, ce taux était de 69% à midi, selon Fatmi Abdallah, secrétaire général du bureau de wilaya du Safi. Toutefois, le bureau de la recette des impôts est resté ouvert.



### **SECTEUR DU COMMERCE**

Vers la prise en charge des préoccupations des boulangers n Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a exprimé la volonté des pouvoirs publics de prendre en charge les préoccupations des boulangers, soulignant le rôle du dialogue continu avec tous les partenaires, en vue de satisfaire progressivement les revendications exprimées.



## FINANCE ISLAMIQUE

### La Banque d'Algérie signe un mémorandum d'entente avec l'AAOIFI

La Banque d'Algérie a signé un mémorandum d'entente avec l'Organisation de comptabilité et d'audit pour les institutions financières islamiques (AAOIFI), afin de renforcer la coopération et la coordination et développer l'industrie de la finance islamique en Algérie, a indiqué hier un communiqué de cette banque. Le mémorandum d'entente signé par la Banque centrale et l'AAOIFI, basée à Bahreïn, porte sur "l'établissement des normes de la finance islamique, dans le cadre de leurs efforts visant à promouvoir la finance islamique ainsi que son marché en Algérie, et à renforcer les liens entre les deux organisations", a précisé le communiqué.



### Climat des affaires : Des signaux rassurants

Le déblocage de centaines de projets d'investissement à travers une quarantaine de wilayas, sur instruction de président de la république, Abdelmadjid Tebboune, en attendant d'autres mesures importantes et décisives dans le but de lever les contraintes qui entravaient jusque-là les initiatives des investisseurs constitue un gage de confiance pour les opérateurs économiques quant à la volonté de l'Etat d'œuvrer à la facilitation de l'acte d'investir. La démarche visant la révision de la Loi sur l'investissement est l'autre action retenue par les pouvoirs publics dans le cadre de la réforme globale visant l'amélioration du climat des affaires en Algérie.



### **Brahim Guendouzi, économiste : «L'approvisionnement régulier du marché sera difficile»**

### **El Moudjahid : L'huile de table manque toujours dans les supérettes et espaces alimentaires. Comment sommes-nous arrivés là, et par quelles mesures concrètes y remédier ?**

Brahim Guendouzi : Après une crise relative à la disponibilité de ce produit de large consommation, il est difficile de rétablir du jour au lendemain l'approvisionnement régulier du marché, même en mettant à la disposition des commerces de détail de grandes quantités. Le comportement des consommateurs est actuellement au surstockage tant la situation reste encore confuse sur la raison de cette pénurie. Ajouté à cela, la faiblesse de la communication autour de cette question, aussi bien de la part des producteurs et distributeurs que des administrations chargées de la régulation des activités commerciales.



## La bureaucratie mine le développement du pays

### **Le mal algérien**

Ce sont ces petits monstres qui freinent la machine, brouillent toute lisibilité et obligent le pays à avancer par sauts miniatures, à peine visibles par le citoyen. L'un des défis majeurs de l'Exécutif Benabderrahmane et au-delà, de tout l'Etat, consiste à raccourcir les délais de la mise en place des outils de la relance économique, dont les prémices sont souhaitées pour l'année en cours.



## L'état mobilise ses moyens pour démasquer cette caste qui veut semer le chaos

### **Les barons de l'ombre**

Un rapport détaillé sera prochainement élaboré et transmis aux instances de tutelle. La crise de l'huile, qui est venue se greffer sur celle de la pandémie de coronavirus sent incontestablement le soufre. Comment penser autrement, lorsque l'on sait que l'offre répond largement à la demande.



## L'aubaine d'une pénurie

Plutôt donc que d'espérer une baisse des prix sur les marchés mondiaux, qui risque de ne pas survenir, l'Algérie devra se mettre rapidement à la trituration et la production des graines.

Comment peut-on vivre une pénurie lorsqu'on produit plus que l'on consomme? C'est la réponse à cette question que tentent d'avoir des parlementaires qui, constitués en commission, sillonnent certaines régions du pays pour mener leur enquête auprès des usines de production et des acteurs de la chaîne de distribution. Leur rapport est très attendu afin de comprendre les raisons des tensions passagères sur ce produit de large consommation.



## **Dans ses orientations et instructions au gouvernement Le Président Tebboune : "passer aux actes"**

Le président de la République, monsieur Abdelmadjid Tebboune dans ses orientations et instructions au gouvernement ne cesse de manifester sa volonté pour une sphère en meilleure santé économique et sociale du pays et à venir dans une société plus vivable pour tous. Répondre à ces défis est une tâche ardue, tant au niveau de sa mise en œuvre que de sa formulation préalable afin de redynamiser la croissance économique, de nouveaux progrès sur les indicateurs économiques tels que l'emploi, le revenu, la croissance industrielle et agricole et par conséquent l'accélération de l'aisance économique et sociale et ainsi mettre en pratique les mesures de la relance basée sur des données factuelles ayant clairement pour objectif une stratégie allant au fond des problèmes et des solutions.



### **Dans un discours au siège du MDN: Les mises en garde de Tebboune**

Le président de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a prononcé, hier mardi, un discours au siège du ministère de la Défense nationale, retransmis par visioconférence à l'ensemble des commandements des forces, des régions militaires, des grandes unités et des écoles supérieures. Saluant le «travail méritoire» et «l'effort» accompli par le Général de corps d'armée, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, Saïd Chanegriha, pour «tenir l'armée prête à faire face à toutes les situations en toutes circonstances», il a rendu hommage à l'ensemble des éléments de l'ANP, officiers, sous-officiers et djounoud.



### **بلغ 80 بالمائة حسب نقابة العمال**

#### **إضراب عمال الضرائب يعطلّ القباضات عبر الوطن**

حقّق إضراب عمال الضرائب الذي نظم الثلاثاء، ويستمر إلى الخميس، استجابة نحو 80 بالمائة، حسب الأمين العام للنقابة المستقلة لمستخدمي الضرائب، عبد الحميد بوعلاق، متسببا في تعطيل وشل مختلف القباضات على مستوى 58 ولاية، حيث بلغت نسبته في كل من ولايات عنابة، وسطيف، وبجاية، وتيزي وزو، وتيبازة والبليدة 100 بالمائة.



## اجتماع مرتقب لتحديد الخطوات اللاحقة

### المحامون يقاطعون الجلسات القضائية لليوم الرابع

أكد النقيب الوطني للمحامين، إبراهيم طايري، على مواصلة المقاطعة الشاملة للجلسات القضائية التي دخلت يومها الرابع، وهذا إلى غاية تحقيق مطالب المحامين وتجميد العمل بالضرائب المفروضة على المهن الحرة غير التجارية. وقال طايري في تصريح لـ"الشروق" بأن مجلس الإتحاد لم يتلق أي دعوة للحوار مع ممثلي وزارة المالية أو إدارة الضرائب، فيما سيعقد اجتماعا مع نهاية الأسبوع لدراسة مستجدات المقاطعة والخطوات اللاحقة لها.



## رئيس الجمهورية: لهذا رفضت الجزائر الاستدانة من الخارج

قال عبد المجيد تبون، رئيس الجمهورية القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني. إن عدم استدانة الجزائر من الخارج يزعج العديد من الأطراف. وقد ألقى رئيس الجمهورية خطابا بمقر وزارة الدفاع الوطني، بُث إلى جميع قيادات القوات والنواحي العسكرية والوحدات الكبرى والمدارس العليا. عبر كامل التراب الوطني، عن طريق تقنية التخاطب عن بعد.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE EN VISITE AU SIÈGE DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

# «La liberté d'expression n'a aucune relation avec l'invective»

**A**près l'écoute de l'hymne national et la présentation des bonheurs militaires par les différentes formations des forces de l'Armée nationale populaire, le président de la République a salué le commandant de la garde républicaine, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les commandants des forces et de la gendarmerie nationale, le commandant de la 1<sup>re</sup> Région militaire, le contrôleur général de l'armée, ainsi que les chefs de départements du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'ANP. Dans un discours prononcé au siège du ministère de la Défense nationale (MDN) et retransmis par visioconférence à l'ensemble des commandements des forces, des régions militaires, des grandes unités et des écoles supérieures, le président de la République a annoncé sa décision d'instituer le 4 août Journée nationale de l'ANP.

Affirmant que des parties sont dérangées par la souveraineté de l'Algérie, le chef de l'Etat a déclaré : «Nous continuerons, avec l'appui de notre Armée nationale populaire, sur notre voie avec une volonté inébranlable pour permettre à l'Algérie d'occuper la place qui lui sied, sur les plans régional et international.» Le

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF SUPRÊME DES FORCES ARMÉES, MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, ABDELMADJID TEBBOUNE, A TENU, HIER, UNE RÉUNION AU SIÈGE DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE. A SON ARRIVÉE, IL A ÉTÉ ACCUEILLI PAR LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE, Saïd Chanegriha.**



président Tebboune a félicité le général de corps d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP pour les réalisations accomplies à la tête de l'armée, saluant les efforts consentis pour préserver l'Etat, près de l'ANP en toutes circonstances. Aussi, a-t-il salué les efforts des officiers, des sous-officiers, des soldats et de l'ensemble du personnel «fiers d'appartenir à notre brave armée», et auxquels il s'est

adressé en déclarant : «Je salue hautement l'engagement national et le professionnalisme accru dont fait preuve notre armée, notamment lors des exercices qui démontrent le niveau atteint.»

**«AUCUNE DÉMOCRATIE N'EST ENVISAGEABLE DANS UN ETAT FAIBLE»**

Le président Tebboune a tenu à rappeler, à cette occasion, que l'armée algérienne est une «armée paci-

fique mais défend ardemment l'Algérie. Gare à quiconque oserait l'attaquer». Par ailleurs, le chef de l'Etat a affirmé que «le commentaire politique et la liberté d'expression sont garantis, mais dans le cadre du respect», affirmant que ceux-ci n'ont aucune relation avec l'invective et les tentatives visant à faire plier l'Etat au moyen de méthodes tordues. Assurant que l'Algérie a réussi à construire des institutions

constitutionnelles «probes» en éloignant l'argent sale et en permettant à une nouvelle génération de jeunes d'y participer, le chef de l'Etat a affirmé que cette démarche a dérangé de nombreuses parties. Une démarche, poursuit le président Tebboune, à laquelle s'ajoute le non-recours de l'Algérie à l'emprunt extérieur qui pourrait «hypothéquer notre souveraineté, la liberté de nos décisions et notre liberté à défendre les causes justes dans le monde, en tête desquelles le Sahara occidental et la Palestine». «Je ne cesserais de le répéter... Aucune démocratie n'est envisageable dans un Etat faible, une faiblesse qui favorise l'anarchie et les concessions sur les principes», a ajouté le chef de l'Etat. Au volet économique, le président de la République a rappelé que les jeunes algériens ont créé près de «10.000 micro-entreprises en 2021», qualifiant cette jeunesse de «génération des entreprises qui ne connaît ni surfacturation ni corruption». Au président Tebboune de conclure que l'Algérie «se dirige vers un nouveau système économique reposant sur le capital propre». Après avoir signé le livre d'or, le président Tebboune a été salué, à son départ du siège du ministère de la Défense nationale, par le général de corps d'armée, Saïd Chanegriha.

■ ■ ■

**DANS UN DISCOURS PRONONCÉ AU SIÈGE DU MDN**

# Les mises en garde de Tebboune

*Une allocution chargée de lourds messages et surtout faite à partir du siège du MDN a été prononcée hier mardi, par le président de la République. Abdelmadjid Tebboune a rendu un vibrant hommage au chef d'état-major et à l'ANP, avant de lancer de nouvelles mises en garde au Maroc et aux détracteurs de l'Algérie.*

Le chef de l'Etat est arrivé en début d'après-midi au siège du ministère de la Défense où l'attendait le chef d'état-major. L'évènement est de taille et le discours prononcé, peu après, sans concession. Il est suivi par visioconférence par l'ensemble des commandements des forces, de toutes les régions militaires, des grandes unités ainsi que des écoles supérieures.

Les messages de Abdelmadjid Tebboune sont dirigés vers l'intérieur et l'extérieur du pays. Dans un contexte déjà très tendu avec le Maroc, il adresse une nouvelle mise en garde très sévère à Rabat. «Notre armée est pacifique mais défend féroce­ment l'Algérie, gare à quiconque oserait l'attaquer», déclare-t-il avant d'ajouter que «des parties sont dérangées par la souveraineté de l'Algérie, mais avec l'appui de notre armée, nous poursuivrons notre travail avec une volonté inébranlable pour permettre à l'Algérie d'occuper la place qui lui sied, sur les plans

régional et international». Le chef de l'Etat rend hommage au travail fourni par le chef de l'Etat major, Saïd Chanegriha, et le «félicite pour toutes les réalisations accomplies à la tête de l'ANP et les efforts consentis pour préserver l'Etat». Ces réalisations sont qualifiées de «travail titanesque accompli au Commandement de l'état-major de l'ANP». Il cite, en outre, «la promptitude à maintenir les troupes en alerte, prêtes à intervenir, quelles que soient les circonstances».

Le discours est également très rassembleur, empreint d'une fierté et d'une gratitude qui transparaissent bien dans les mots. Abdelmadjid Tebboune rend, en effet, hommage aux troupes, évoque l'abnégation dont font preuve l'ensemble des militaires, quel que soit leur grade (officiers, sous-officiers, soldats, personnel assimilé). Il s'adresse à eux en qualité de chef suprême des Forces armées: «Je suis fier, dit-il, d'appartenir à notre brave armée». Puis il «salue



Photo : DF

l'engagement et le professionnalisme dont elle fait preuve, notamment durant les exercices qui démontrent le niveau atteint». Il annonce instituer le 4 août journée nationale de l'Armée nationale populaire (ANP). Le chef de l'Etat délivre ensuite un nouveau message

«La démocratie, déclare-t-il, ne pourrait être construite dans un Etat vulnérable. Je le répète, il n'y a pas de démocratie dans un Etat faible, une faiblesse qui conduit au chaos et au renoncement à des principes.» «Le commentaire politique et la liberté d'expression sont garantis, ajoute-t-il, mais dans le respect et la bienséance, loin de l'injure, de la calomnie, du mensonge et des tentatives visant à mettre l'Etat à

genoux par des méthodes tordues».

Il insiste ensuite sur la ferme volonté de l'Etat de parachever l'édification institutionnelle et rappelle le refus de l'Algérie de recourir à l'endettement extérieur. Le chef de l'Etat s'arrête sur ce point, affirmant que le fait de s'endetter auprès d'autres Etats ou organismes financiers internationaux «hypothèque notre souveraineté, nos décisions et notre liberté à défendre des causes justes avec à leur tête celles du Sahara Occidental et de la Palestine». «Le pays, poursuit-il, mise sur la jeunesse porteuse de projets qui ne connaît ni la corruption ni l'argent sale».

A. C.

**MARCHÉS MONDIAUX DES PRODUITS FINIS ET D'INTRANTS  
POUR LA PRODUCTION LOCALE**

# Forte tendance à l'inflation

*Quatre semaines plus tard, il donne encore froid dans le dos, le chiffre, parmi d'autres, livré par le gouverneur de la Banque d'Algérie. Avec 9,3%, le taux d'inflation sur une année enregistré jusqu'à la fin octobre 2021, il y a de quoi craindre que soient contrariés certains axes de la feuille de route établie par le gouvernement dans le cadre des réformes économiques.*

Le pouvoir d'achat de plusieurs millions d'Algériens dépend des revenus de l'État, garant du maintien d'une politique sociale héritée d'un temps où les problèmes économiques n'étaient d'aucune commune mesure avec ceux dans lesquels se débat le pays depuis plusieurs années maintenant. Par ces temps de déficits en tous genres des finances de l'État, elle devient quasi insupportable la politique sociale des subventions généralisées dont le coût, bon an mal an, tourne autour de 10% du PIB. Si, depuis plusieurs années, l'inflation a été plus ou moins bien maîtrisée, elle s'avère depuis quelque temps «étouffante», s'accéléralant en pleine pandémie pour atteindre 4,1% en moyenne annuelle en juin de l'année dernière en raison de la combinaison de plusieurs facteurs jusqu'à atteindre, donc, l'inquiétant 9,3% sur une année au mois d'octobre dernier.

Une accéléralation du rythme de l'inflation qui, il faut le souligner, ne touche pas que l'Algérie. En effet, il est désormais bien établi qu'il est réel le risque que l'inflation connaisse en 2022 une hausse qui a tout pour être historique, à commencer dans les pays dominants. Le ton est donné aux USA où les prix n'ont pas été aussi élevés depuis une quarantaine d'années. Selon les derniers chiffres les plus fiables, elle en était à 6,8% en novembre, alors qu'elle était à pratiquement 5% dans la zone euro. Ce sont surtout les pays du sud de l'Europe, c'est-à-dire parmi les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie, qui inquiètent le plus. L'Algérie ne pouvant se permettre le luxe de se renfermer sur elle-même poursuivra dans ses relations commerciales, l'importation pour être plus juste, avec ses partenaires occidentaux, là où les prix sont en train d'être

impactés par un tas de dérèglements dus aux bouleversements induits par la pandémie. «Les marchés ne sont pas entièrement convaincus par la thèse d'un ralentissement de l'inflation à très court terme», constatait un éditorialiste économique pour contredire les prédictions de la Banque centrale européenne qui table sur une baisse de l'inflation à 2%.

Il faut dire que pratiquement tous les analystes économiques sont «trappés» par le mouvement d'augmentation d'un tas de produits, dont ceux que l'Algérie importe, comme les céréales et les produits alimentaires divers, tel que le relève l'Organisation onusienne pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans son bulletin d'information du 6 janvier dernier où il a été indiqué, entre autres, que les prix mondiaux des produits alimentaires ont connu une hausse de 28,1% en 2021 par rapport à l'année d'avant. Ainsi, les prix des céréales, sur l'année 2021, ont atteint des pics jamais vus depuis une dizaine d'années. Les prix du maïs et du blé ont respectivement progressé de 44,1 et 31,3% par rapport à leurs moyennes de 2020, principalement en

raison d'une forte demande et d'un resserrement des disponibilités, en particulier chez les principaux exportateurs de blé.

L'explication est évidemment toute trouvée : les dérèglements induits par la pandémie sur les chaînes de valeur mondiales, sur les coûts de production, de transport. Ce qui impacte directement à la hausse le prix des produits lorsqu'ils arrivent au consommateur, malgré le soutien de l'État, comme cela s'est vu pratiquement tout au long de l'année écoulée. Et le risque que cela perdure est évident du moment que la production locale pour une longue liste de produits ne suit pas la demande d'une part, et en raison de la hausse des prix des intrants à l'international, d'autre part. Ceci sans parler de la pente empruntée par le dinar qui fera que les produits autant que les matières premières importés coûteront encore plus cher. Il faut rappeler que le cadrage macroéconomique retenu par le gouvernement pour la loi de finances table sur un taux d'inflation de 3,7% pour cette année.

**Azedine Maktour**

**BOUMERDÈS**

# Le service des Domaines fermé depuis plus de 3 mois

**Depuis le 7 novembre 2021, les 162 cadres et agents des services des Domaines de la wilaya de Boumerdès sont restés chez eux ; payés à ne rien faire. C'est une administration lourde qui est complètement gelée depuis presque 3 mois.**

Ce département (les Domaines) qui est également le notaire de l'État, ne délivre aucun document officiel nécessaire au développement économique de la wilaya. Et pour cause, c'est un rouage administratif essentiel qui va à l'encontre de l'instruction présidentielle relative à la levée des entraves bureaucratiques que rencontrent des citoyens, en général, et les investisseurs, en particulier. Effectivement, les évaluations foncières et la délivrance des actes de concession de terrains d'investissement passent obligatoirement par les Domaines. Par ailleurs, quand on connaît le système ultra-bureaucratique avec lequel fonctionne cette administration, l'on ne peut s'empêcher de déduire que le retard enregistré serait impossible à rattraper. La faute de cette situation n'incombe pas aux fonctionnaires. Elle émane de la mauvaise gestion de l'urbanisme et la construction dans cette wilaya. Explications : l'hôtel des Finances de Boumerdès est un bâti-

ment en (R+4) qui abrite les Domaines, le Trésor de la wilaya, la Conservation foncière et une brigade des services des impôts. Il a été construit au début des années 1990. Il serait bâti sur une terre marécageuse couverte par des remblais. Lors du séisme de 2003, il a été

durement ébranlé et fragilisé. Le rafiistolage effectué sur ce bâtiment n'est a priori pas suffisant. Ces derniers temps, les fonctionnaires travaillaient la peur au ventre. D'affreuses fissurations sont apparues et des craquements entendus. Des morceaux de béton tombaient chaque jour. Le bâtiment risque de s'effondrer à tout moment. D'ailleurs, une route qui passe en aval de ce bâtiment est, désormais, fermée. Dans ce dossier, une question s'impose. Comment se fait-il que les autres services de l'État ont trouvé

des espaces pour s'installer même provisoirement pour la continuité des missions des démembrés de l'État et pas le plus important service, celui des Domaines en l'occurrence ? Nous avons pu joindre le directeur de cette instance au téléphone pour en savoir plus, notamment l'échéance de la reprise des activités du département qu'il gère. Faute de communiquer pour rassurer ses administrés, ce commis de l'État a fait preuve d'un comportement à la limite grossier.

**Abachi L.**

## ■ Pour donner plus de certitude et de clarté aux exportateurs algériens **Décision contraignante, la nouvelle procédure entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars**

Les services de Douanes algérienne appliqueront, «à partir du 1<sup>er</sup> mars prochain, la nouvelle procédure de demande de renseignement contraignants sur l'origine des marchandises exportées, et ce conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale des douanes (OMD)», a déclaré, avant-hier, le directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi, dans son allocution d'ouverture d'une journée d'information sur les amendements apportés au système harmonisé et la nouvelle procédure relative aux décisions anticipées sur l'origine des marchandises, organisée au profit des opérateurs économiques et des transitaires.

Cette nouvelle procédure de demande de renseignements contraignants sur l'origine des marchandises (RCO) permettra, selon lui, de s'assurer du respect des règles d'origine et «fournira plus de certitude et de clarté aux exportateurs algériens en matière d'engagements commerciaux fondés sur des décisions juridiquement contraignantes et de choix de leurs clients en fonction du traitement tarifaire qui sera réservé à leurs produits dans les pays importateurs, et ce dans le cadre des accords commerciaux préférentiels», a-t-il expliqué. L'objectif est ainsi de simplifier les formalités relatives à l'origine du produit afin de permettre aux exportateurs nationaux d'obtenir des



■ L'objectif de simplifier les formalités relatives à l'origine du produit afin de permettre aux exportateurs nationaux d'obtenir des renseignements. (Photo : DR)

renseignements, aussi, sur le classement tarifaire de leurs produits ou sur leur origine avant l'enregistrement de la déclaration en douane, selon le DG des Douanes. «Cette mesure permettra aux opérateurs économiques activant dans le domaine de l'export d'obtenir des décisions anticipées retenant des renseignements contraignants sur l'origine algérienne de leurs marchandises avant déclaration en douane», a-t-il expliqué, estimant que cette procédure «contribuera aussi à la promotion de la marque algérienne au niveau mondial, d'autant que la présentation des décisions anticipées sur l'origine des marchandises aux autorités douanières des pays importateurs représente une preuve acceptable et suffisante en cas de doutes qui pourraient être soulevés par ces autorités sur l'origine des produits algériens exportés dans le cadre des accords préférentiels». L'Algérie a introduit aujourd'hui ce programme de renseignements contraignants sur l'origine, confor-

mément aux normes internationales élaborées par l'OMD en vue de favoriser les échanges commerciaux entre les différents pays et faciliter la coopération. Mais aussi encourager la commercialisation de produits de qualité et compétitifs, c'est le but des autorités algériennes qui œuvrent depuis un an à la promotion du marquage «Made in Algeria» au niveau régional à travers la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et des zones franches prévues avec la Tunisie et la Libye.

«Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts consentis par l'administration des douanes visant à s'adapter aux normes et aux standards internationaux, à renforcer le partenariat entre les douanes et l'entreprise exportatrice, et à mettre en œuvre le plan d'action du Gouvernement dans son volet relatif à la promotion des exportations hors hydrocarbures», a souligné M. Khaldi, réaffirmant l'engagement et la détermination de ses

services à «poursuivre les réformes à tous les niveaux en application des orientations des hautes autorités du pays visant à soutenir l'économie nationale, à la libérer des entraves bureaucratiques, à accompagner les entreprises dans les opérations d'exportations et à accorder les facilitations douanières nécessaires». En pleine transformation numérique, le secteur douanier est aussi en attente de la nouvelle version du code des Douanes. La modernisation du secteur douanier permettra, en effet, de promouvoir l'exportation du produit algérien, mais surtout de lutter efficacement contre la surfacturation à l'importation, la sous-facturation à l'exportation et barrer la route aux fraudeurs.

Concernant le classement des produits algériens à l'international, M. Khaldi a indiqué que «351 amendements ont touché une importante partie de marchandises dans plusieurs secteurs» ont été «introduits à la nouvelle Nomenclature annexée à la Convention sur le Système harmonisé (SH 2022) et entrés en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier à la date fixée par l'Organisation mondiale des douanes». «L'objectif principal de ces amendements est la prise en charge des aspects en liens avec la santé et la sécurité du citoyen, la protection de la société, la lutte contre le terrorisme, la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et également l'adaptation aux développements technologiques et les pratiques commerciales de l'heure», a expliqué le DG des Douanes, précisant que ces amendements «ne touchent pas l'aspect portant sur les taux des droits et taxes à l'importation figurant au tarif douanier».

Samira Takharboucht

**FINANCE  
ISLAMIQUE**

## BANQUE D'ALGÉRIE - ORGANISATION AAOIFI SIGNATURE D'UN MÉMORANDUM D'ENTENTE

La Banque d'Algérie a signé un mémorandum d'entente avec l'Organisation de comptabilité et d'audit pour les institutions financières islamiques (AAOIFI), afin de renforcer la coopération et la coordination et de développer l'industrie de la finance islamique en Algérie, a indiqué hier, un communiqué de cette banque.

Le mémorandum d'entente signé par la Banque centrale et l'AAOIFI, basée à Bahreïn, porte sur «l'établissement des normes de la finance islamique, dans le cadre de leurs efforts visant à promouvoir la finance islamique ainsi que

son marché en Algérie, et à renforcer les liens entre les deux organisations», a précisé le communiqué. Aux termes de ce mémorandum, les deux parties œuvreront «dans les domaines d'intérêt commun pour le développement de l'industrie de la finance islamique en Algérie», à travers «l'échange efficace d'informations, la mise en œuvre des programmes conjoints de renforcement des capacités en Algérie liés aux normes de l'AAOIFI, et l'organisation d'événements et d'activités pour sensibiliser davantage à l'importance du financement islamique sur le

marché local au profit des différentes parties prenantes, notamment les professionnels travaillant dans le domaine de la réglementation et de la supervision dans les banques et les institutions financières, en sus des universitaires, des spécialistes de la Charîa et d'autres».

Cet accord prévoit «la possibilité de bénéficier de l'accréditation et de la reconnaissance des normes émises par l'AAOIFI à travers l'industrie bancaire et financière islamique en Algérie, et des programmes de renforcement des capacités».

A cette occasion, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Rosthom Fadli a salué les efforts de l'AAOIFI visant à développer la finance islamique en Algérie, relevant à ce propos l'importance de renforcer les relations entre les deux parties, en adéquation avec la stratégie à long terme de la banque. De son côté, le secrétaire général de l'AAOIFI, Omar Mustafa Ansari a indiqué que «son organisation se félicite de la signature de ce mémorandum d'entente avec la Banque d'Algérie», ajoutant que «l'Algérie est l'un des pays dans lequel les fon-

dations de l'AAOIFI ont été fixées par la signature d'un mémorandum de sa création en 1990».

«Nous espérons sincèrement que l'AAOIFI et la Banque d'Algérie puissent œuvrer, à travers cette coopération commune, à la sensibilisation aux services financiers conformes aux dispositions de la Charia islamique en Algérie et à l'accompagnement des participants dans le marché pour renforcer leurs connaissances, en sus de répondre à la demande croissante sur les produits et les services de la finance islamique», a-t-il ajouté.

الرئيس تبون يؤكد في كلمة ألقاها بوزارة الدفاع الوطني

## "نحن أسياد في قراراتنا ولا ديمقراطية مع الفوضى"

• ترسيم 4 أوت يوما وطنيا للجيش الوطني الشعبي  
• صيانة حرية الرأي والتعليق السياسي بـ"أدب ومسؤولية"

قرر رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، أمس، ترسيم يوم 4 أوت من كل سنة يوما وطنيا للجيش الوطني الشعبي، كما أثنى على جهود قائد الأركان، السعيد شنقريحة، لرفع جاهزية الأسلحة. وقبل أن يعلن عن نظام اقتصادي جديد بـ"مال نظيف"، التزم بضمان حرية الرأي السياسي وحرية التعبير المقرونة بـ"الأدب والأخلاق".

الشباب الجزائري أنشأ سنة 2021 حوالي 10 آلاف مؤسسة صغيرة، واصفا المبادرين إلى ذلك بـ"جيل مؤسسات لا تعرف تضخم الفواتير والرشوة".

الزاوية التاسعة التي توقف عندها الرئيس في كلمته أمس، تذكره بأن "الجيش الجزائري جيش مسالم، لكنه يدافع عن الجزائر بشراسة، محذرا ومتوعدا الأطراف المعادية بـ"الويل لمن اعتدى على الجزائر".

ومما حرص الرئيس على تأكيده في الشق السياسي هو "لا ديمقراطية مع دولة ضعيفة، ضعفا يحفز الفوضى ومجبرة على التنازل عن المبادئ".

وعن الحق في التعليق السياسي وحرية التعبير، قال تبون بأنهما "مضمونان" مشترطان أن يكونا في إطار "الأخلاق والأدب"، مسترسلا بالإشارة إلى "أنه لا علاقة لهما بالسب والشتم وكيل الأكاذيب ونشر الباطل ومحاولات تركيع الدولة بأساليب ملتوية".

وأعلن الرئيس في شأن آخر أن "الجزائر متوجهة نحو نظام اقتصادي جديد يركز على رأس المال النظيف".



الرئيس عبد المجيد تبون

إلى أنه مسار "أزعج الكثيرين".  
ومما جاء في بيان الرئاسة إبراز الرئيس لصمود الجزائر وعدم استدانتها من الخارج، معتبرا أنه خيار "يزعج العديد من الأطراف"، مشددا على أن "الاستدانة الخارجية ترهن سيادتنا وحرية قراراتنا، وحريرتنا في الدفاع عن القضايا العادلة في العالم، على رأسها الصحراء الغربية وفلسطين".  
وذكر في هذا السياق أن "هناك من تقلقه سيادتنا، لكننا سنواصل طريقنا بإرادة لا تلين، كي تكون الجزائر في مكانتها المستحقة إقليميا ودوليا، بسند جيشنا الوطني الشعبي".  
وفي شأن آخر، قال تبون إن

أحمد حمداني

• في خطابه الذي ألقاه بمقر وزارة الدفاع الوطني، بدأ الرئيس تبون كلمته بـ"الثناء" على رئيس أركان الجيش الوطني الشعبي الفريق السعيد شنقريحة كما أنجزه على رأس الجيش "منوها بـ"جهوده المبدولة للإبقاء على جاهزية الجيش في كل الظروف".

وجاء في بيان لرئاسة الجمهورية أن الرئيس "حيا جهود الضباط وضباط الصف والجنود وكل المنتسبين الجديرين بالانتماء إلى جيشنا الباسل، وأقدر عاليا الالتزام الوطني والاحترافية العالية التي أثبتتها جيشنا، خاصة في تلك المناورات التي أبرز فيها ما وصل إليه باقتدار".

ويزدات المناسبة قرر القائد الأعلى للقوات المسلحة ترسيم يوم 04 أوت من كل عام، يوما وطنيا للجيش الوطني الشعبي.

وتحدث الرئيس أمام قيادات وأفراد الجيش عن "استكمال بناء المؤسسات الدستورية التنزيهية بإبعاد المال الفاسد" منوها بمشاركة "جيل الشباب الجديد في المسار الانتخابي الذي عرفته الجزائر مؤخرا" مشيرا

## بادرت بفتح ورشات لمراجعة تشريعات وقوانين بصيغة منفردة هل تخلت الحكومة عن "الثلاثية" كآلية للحوار؟

القضايا والملفات وتقديم مقترحات حولها من قبل كل طرف من أطراف الثلاثية، وهو ما لم يحدث ولم تظهر أي مؤشرات عن عزم الحكومة القيام بذلك. ويتجلى هذا التوجه الحكومي في مبادرة وزارة التربية بعقد جلسات للحوار مع التنظيمات النقابية للقطاع بشأن مطلب مراجعة القانون الأساسي لعمال التربية، وأيضاً في قطاع الصحة، رغم أن القوانين الأساسية للموظفين ظلت تتخذ في اجتماعات الثلاثية وليس خارجها، مما يغذي الانطباع عن وجود تغير في طريقة تعامل حكومة أيمن بن عبد الرحمان مع إطار "الثلاثية" الذي لم تعد ربما مقتنعة بجداها، ربما من باب تقييمها لتجارب السابقة، ولذلك تسعى لبلورة آلية بديلة تكون أكثر فعالية من اجتماعات الثلاثية، من خلال تفضيل اللقاءات الثنائية بين الوزارات والشركاء الاجتماعيين للقطاع.

تجدر الإشارة إلى أن إطار "الثلاثية" كآلية للحوار بين الحكومة والشركاء الاجتماعيين والاقتصاديين، قد أوصت به المنظمة الدولية للعمل، لمعالجة قضايا عالم الشغل، وهو وراء الاجتماعات السداسية السنوية للمكتب الدولي للعمل لتقييم واقع عالم الشغل في العالم، والاجتماعات التي تشارك فيها الجزائر باستمرار بوفد يقوده وزير العمل بمعوية ممثلين عن الباترونا والنقابة.

ح. سليمان

الكابحة". كما اشتكت تنظيمات نقابية عدة من كون أرضية مطالبها ما تزال تبحث عن إطار للتكفل بها، خصوصاً وأنها مطالب وطنية في معظمها وليست فتوية على غرار الأجور، التقاعد، والقدرة الشرائية وغيرها من المطالب التي تنتظر الحكومة. وتعكس هذه الشكاوى أن تعطل اجتماعات الثلاثية (حكومة، أرباب العمل والنقابات) التي لم تجتمع منذ مدة طويلة، وراء حالة الضبابية التي يعيشها المتعاملون الاقتصاديون والتي بدأت تلقي بظلال التوجس لدى أرباب العمل الخواص. وما يغذي هذه الوضعية، يكمن في مبادرة الحكومة بفتح ورشات لمراجعة قوانين وتشريعات بطريقة ثنائية أو منفردة دون استدعاء لطاوتها الشركاء الاجتماعيين والاقتصاديين. ومن ذلك مراجعة قانون الاستثمار الذي يكتسي أهمية كبيرة، دون تمريره على اجتماع الثلاثية للمصادقة عليه من قبل الشركاء الاجتماعيين والاقتصاديين. وحتى وإن بقي ملف مراجعة النقطة الاستدلالية في مراحله الأولى، في إعلان الحكومة عن نيتها في مراجعته، غير أنه لم يتم تحديد الصيغة التي ستعتمد في مراجعته، عكس مراجعة قانون الممارسة النقابية التي تقرر فتح النقاش حوله مع النقابات وهذا للبيان الأخير لمجلس الوزراء. نقول هذا لأنه جرت العادة أن الثلاثية كانت تنصب أفواج عمل مشتركة بين ممثلين عن الحكومة، أرباب العمل والنقابات، لدراسة مثل هذه

بادرت الحكومة بفتح أربعة ملفات كبرى في الأيام الماضية، تخص الممارسة النقابية والاستثمار ومراجعة النقطة الاستدلالية وكذا القوانين الأساسية لبعض قطاعات الوظائف العمومي، بعيداً عن إطار الثلاثية الذي ظل طيلة سنوات يمثل الآلية المعتمدة للحوار بين الحكومة وشركائها الاجتماعيين والاقتصاديين. فهل سيتم التخلي عن "الثلاثية"؟

اشتكى رئيس الكنفدرالية الوطنية لأرباب العمل المواطنين، سامي عقلي، لدى استضافته في ركن فطور الصباح لـ "الخبر"، من أنه لا يمكن إعداد نموذج اقتصادي ناجح دون إشراك جميع الفاعلين في الساحة الاقتصادية من منظمات أرباب العمل وجمعيات، كما تحدث في تصريحات أخرى أن أرباب العمل ينتظرون بفارغ الصبر نشر قانون الاستثمار الجديد واكتشاف محتواه، في تلميح منه أن الحكومة انفردت بإعداده.

بدورها اشتكت أيضاً رئيسة الكنفدرالية العامة للمؤسسات الجزائرية، سعيدة نغزة، مما أسمته "غياب الشفافية والمساواة وانتشار الفساد وكثرة وتعدد التشريعات وعدم الاستقرار في المنظومة القانونية وتعديلاتها المتكررة وتضاريفها، والمركزية الشديدة، وسوء حالة الخدمات العامة" والتي قالت إنها "تؤثر سلباً في الأداء الاقتصادي حتماً، معتبرة أن الجهود التي بذلتها الدولة بشأن الإصلاح الإداري خلال السنوات السابقة لم يغير المعادلة شيماً يتعلق بالبيروقراطية

## المجلس الشعبي الوطني رزيق يعرض مشروع قانون تسوية الميزانية لـ2019

استمعت لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني، أمس، بالجزائر العاصمة، عرضاً حول مشروع القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2019.

قام بتقديم العرض وزير التجارة وترقية الصادرات كمال رزيق، نيابة عن الوزير الأول وزير المالية أيمن بن عبد الرحمان، وذلك بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان بسمة عزوار.

في هذا الإطار، ذكر ممثل الحكومة بالإطار الاقتصادي الكلي والمالي لقانون المالية لسنة 2019 والذي أخذ بعين الاعتبار التطورات التي طرأت على المستوى الوطني من جهة والمحيط الدولي فيما يخص النمو العالمي، خاصة الطلب على المحروقات من جهة أخرى.

وأكد رزيق أن نسبة النمو الاقتصادي في 2019 بلغت 0,8٪ مقابل 1,2٪ منجزة في 2018 (أي فارق سلبي بـ0,4

نقطة). ومقارنة بتقديرات قانون المالية (2,6٪) يقدر الفارق بـ(1,8)، نقطة فيما يقدر الناتج الداخلي العام في سنة 2018 بـ 20428,4 مليار دج. ويقدر الناتج الداخلي الخام خارج المحروقات المحقق في سنة 2019 بـ 16438,7 مليار دج، مقابل 17406,7 مليار دج بموجب قانون المالية و15903,6 مليار دج محقق في سنة 2018. بينما سجل قطاع المحروقات ما قيمته 3990 مليار دج، أي أقل بـ 558 مليار دج مقارنة بالسنة المالية السابقة (4548,8 مليار دج) وفارق سلبي بـ 263,9 مليار دج مقارنة بالمبلغ المتوقع بموجب قانون المالية (4254 مليار دج). كما أكد كمال رزيق، إرادة السلطات العمومية للتكفل بكل انشغالات الخبازين، مبرزا دور الحوار المتواصل مع كل الشركاء قصد التجسيد التدريجي لكل المطالب المعبر عنها.

ر.ان:

بنك الجزائر يوقع مذكرة تفاهم مع "أيوفي"

## وضع معايير التمويل الإسلامي في خدمة الصناعة المصرفية



وقّع بنك الجزائر مذكرة تفاهم مع هيئة المحاسبة والمراجعة للمؤسسات المالية الإسلامية "أيوفي" بهدف التعاون والتنسيق لتطوير صناعة التمويل الإسلامي في الجزائر. وأوضح بيان لبنك الجزائر أن هذه المذكرة تعنى بوضع معايير التمويل الإسلامي في إطار الجهود الرامية لتعزيز الصيرفة الإسلامية وسوق التمويل الإسلامي في الجزائر وتقوية الروابط بين المنظمين.

ويعمّج هذه الاتفاقية سيعمل الطرفان "في المجالات ذات الاهتمام المشترك التي تدعم تطوير صناعة التمويل الإسلامي في الجزائر"، وهو ما يشمل "التبادل الفعال للمعلومات، تنفيذ برامج بناء القدرات المشتركة في الجزائر والمتعلقة بمعايير هيئة أيوفي، فضلا عن استضافة الفعاليات والأنشطة لتعزيز الوعي بالتمويل الإسلامي في السوق المحلية لصالح مختلف المعنيين، بما في ذلك المهنيين العاملين في المجال التنظيمي والإشرافي في البنوك والمؤسسات المالية وكذلك الأكاديميين وعلماء الشريعة وغيرهم".

وتعطي الاتفاقية إمكانية الاعتماد والاعتراف بالمعايير الصادرة عن أيوفي من طرف الصناعة المصرفية والمالية الإسلامية بالجزائر، إضافة إلى الاستفادة من برامج بناء القدرات. وتضمن محافظ بنك الجزائر رسمت فاضلي بالمناسبة،

الإسلامية في الجزائر، بالإضافة إلى مرافقة المشاركين في السوق لتعزيز فهمهم ومعرفةهم واستيعاب الطلب المتزايد على منتجات وخدمات التمويل الإسلامي وخدمتهم وفقا لذلك".

وقدّم المدير العام للائتمان والتنظيم المصرفي عبد الحميد بوالونتين ممثل البنك المركزي، عرضا حول وضع التمويل الإسلامي في الجزائر، حيث أكد أن "بنك الجزائر كمشرّف على النظام المصرفي، يدرك أهمية إنشاء آلية التعاون المتبادل والدعم مع هيئة المحاسبة والمراجعة للمؤسسات المالية الإسلامية. نظرا لخبرة هذه الأخيرة في تطوير معايير الشريعة، المحاسبية، التدقيق، الحوكمة والأخلاق لصالح الصناعة المصرفية والمالية الإسلامية".

ن. ط

جهود الهيئة لتطوير التمويل الإسلامي في الجزائر، معربا عن أهمية توثيق العلاقات بين الطرفين بما يتماشى ورؤية البنك طويلة الأجل نحو تعزيز الصناعة المصرفية والمالية الإسلامية في البلاد.

من جهته، صرح الأمين العام له أيوفي "عمر مصطفى أنصاري أن "هيئته مسرورة للغاية بتوقيع هذه المذكرة مع بنك الجزائر"، مذكرا أن "الجزائر هي إحدى الدول التي وضعت فيها أسس هيئة المحاسبة والمراجعة للمؤسسات المالية الإسلامية بتوقيع مذكرة لتأسيسها في عام 1990"، مضيفا: "تأمل بصدق أن تعمل كل من هيئة المحاسبة والمراجعة للمؤسسات المالية الإسلامية وبنك الجزائر من خلال هذا التعاون المشترك على نشر الوعي بالخدمات المالية المتوافقة مع أحكام الشريعة



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

البنك المركزي الجزائري - الجزائر  
MINISTÈRE DES FINANCES